

FOOTBALL
LEAKS

ENQUÊTE

Les liens entre Manchester City et le gouvernement émirati de plus en plus visibles

Alors que la proximité des clubs anglais avec des Etats autoritaires est particulièrement scrutée, des nouveaux documents démontrent que Manchester City a été financé directement par une agence gouvernementale basée à Abou Dhabi.



**RAFAEL BUSCHMANN
NICOLA NABER
CHRISTOPH WINTERBACH**
(« DER SPIEGEL ») (AVEC S.VDV)

Depuis la reprise du club par le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan (membre de la famille royale qui règne sur Abou Dhabi) en 2008, le club de Manchester City, qui a dépensé près de 1,7 milliard en transferts sur les dix dernières années, a toujours été dans le viseur de l'UEFA et des autorités anglaises pour non-respect de certaines règles, mais a toujours réussi à échapper aux sanctions. En 2019, suite aux révélations de Football Leaks, l'UEFA (Association européenne de football) avait sanctionné les Citizens d'une interdiction de deux années de Ligue des champions mais City, représenté par 11 avocats, avait fait appel devant le Tribunal arbitral du sport (TAS) et avait réussi à faire plier l'UEFA, obligée d'annuler sa sanction. Pourtant, de nouvelles preuves fournies par le journal *Der Spiegel* et partagées au réseau European Investigative Collaborations (EIC) mettent à mal la défense du club anglais.

L'argent du sponsoring, payé en partie par l'émir

Abu Dhabi United Group Investment & Development (Adug) appartient à cheikh Mansour et était propriétaire officiellement de Manchester City depuis 2008 avant d'être remplacé par une autre société de Mansour l'année dernière. L'Adug était une société privée et l'entrée de Mansour dans le club anglais constituait un investissement purement personnel, comme l'ont toujours souligné les responsables. Avant même le passage devant le TAS, un avocat du ministère des Finances d'Abou Dhabi avait d'ailleurs déclaré que l'Adug n'avait « aucun lien » avec le gouvernement de l'émirat ou l'Etat des Emirats arabes unis.

Cependant, des documents révèlent maintenant que les paiements de l'Adug au club ont été approuvés par une agence gouvernementale d'Abou Dhabi, l'Executive Affairs Authority (EAA), responsable de fournir des conseils stratégiques à l'émirat. Le chef de l'EAA, Khaldoon Al Mubarak, Premier ministre de facto d'Abou Dhabi, est également le président du club de Manchester City. Il a approuvé des flux d'argent contrôlés par le gouvernement et qui se sont retrouvés dans les comptes du club de football. Des requêtes de paiement de commissions d'agents ont été envoyées à l'avocat général de l'EAA tandis que Man City a envoyé une facture du sponsor Etisalat à Omar Awad, le directeur financier de l'agence gouvernementale. « Omar travaille pour l'EAA et est très important et utile pour faciliter notre administration financière de City », écrivait le directeur exécutif de City, Simon Pearce, à un membre du personnel en janvier 2014.

Trois nouveaux sponsors

Ces nouvelles révélations pourraient causer des problèmes importants à l'actuel leader du championnat anglais. Car la Premier League enquête depuis des années sur une procédure secrète contre Manchester City. L'une des allégations de la Premier League concerne d'ailleurs les sponsors du club de City, basés à Abou Dhabi, qui n'auraient versé eux-mêmes qu'une partie de leurs paiements au club - la majorité aurait été apportée par cheikh Mansour lui-même. Lors du procès instruit par l'UEFA, suite aux allégations des Football Leaks, démontrant que l'Adug était utilisé comme un véhicule pour déguiser l'argent du cheikh Mansour en argent de sponsoring, plusieurs témoins avaient nié de telles pratiques, convainquant le TAS.

Pourtant des preuves existent. En 2012, une partie de l'argent du parrainage d'Abou Dhabi a été comptabilisée

en interne comme un « investissement du propriétaire » - à l'époque déjà, un montant d'environ 180 millions d'euros. En 2013, Pearce a requis du directeur financier, Jorge Chumilla, un aperçu des obligations de paiement de l'Adug, demandant que les éléments soient décomposés en « paiements directs » et « paiements supplémentaires des partenaires », entre autres. Les documents expliquent clairement en quoi consistent les paiements supplémentaires : dans un e-mail, Pearce explique à Chumillas qu'Etihad n'avait à payer que huit des 67,5 millions de livres sterling officiels en parrainage ; 59,5 millions de livres constituaient donc le solde - vraisemblablement payé par cheikh Mansour. Au cours de la seule saison 2013-2014, le solde d'Abou Dhabi s'élevait à 92,5 millions de livres sterling (soit 110,5 millions d'euros). En 2014, alors que Chumillas et Andrew Widdowson, le chef financier, discutaient du fait que le solde des sponsors d'Abou Dhabi, Aaba et Etisalat, était toujours impayé, ils distinguaient la « cotisation Adug » des sommes devant provenir « directement du parrain ». Ce stratagème se reproduisit en 2015 et en mars 2016.

Plus tôt cette année, Manchester City a également ajouté trois nouveaux sponsors à son portefeuille de partenaires dont les entreprises appartiennent à l'Etat des Emirats arabes unis. La Premier League veut maintenant examiner de plus près ces accords.

Un faux contrat de consultant pour Mancini, payé par Al Jazira

Autre contrat sous la loupe de la Premier League : celui de l'ancien entraîneur, Roberto Mancini (2009-2013), actuel sélectionneur national de l'Italie, qui aurait secrètement reçu une part importante de son salaire grâce à un contrat de consultant fictif conclu en 2009 avec le club de football d'Al Jazira, autre propriété du cheikh Mansour. Le 19 dé-

cembre 2009, l'entraîneur italien s'engageait à Manchester. Selon un contrat préliminaire, Mancini devait recevoir un salaire de 1,73 million d'euros par saison et on lui avait également promis des paiements spéciaux somptueux allant jusqu'à 4,8 millions d'euros pour le succès sportif.

Le même jour, Mancini signait un prétendu contrat de consultant avec Al Jazira, dont la formulation était partiellement identique. Pour ses services, le document lui promettait un salaire annuel de 2,1 millions d'euros : « Le montant sera versé sur un compte désigné par votre entreprise et payé sans déduction d'impôt. » Mancini a initialement nommé une société intitulée de Sparkleglow Holdings basée dans le paradis fiscal de l'île Maurice. Un an plus tard, il changeait pour passer à la société Italy International Services (IIS), enregistrée à Rome, qui émettait désormais des factures trimestrielles. IIS envoyait les factures à Manchester City, le club transférait le montant dû à Adug, d'où il était transmis à Al Jazira et payé à IIS.

En février 2020, l'UEFA avait condamné City

En novembre 2018, les Football Leaks révèlent que Manchester City a gonflé artificiellement les contrats de ses sponsors afin de contourner les règles de Fair-Play financier, jugeant que 2,7 milliards d'euros étaient rentrés dans les caisses du club par ce biais. Suite à ces révélations, l'UEFA décide d'ouvrir une enquête, via sa chambre d'instruction de la commission de contrôle financier des clubs (ICFC), pour

Depuis la reprise du club par le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan (à droite sur la photo et membre de la famille royale qui règne sur Abou Dhabi) en 2008, le club de Manchester City a toujours été dans le viseur de l'UEFA.

© PHOTO NEWS.

vérifier si Manchester City avait bien respecté les règles du Fair Play Financier. En février 2020, l'UEFA condamne les Citizens à une amende de 30 millions d'euros et une interdiction de Ligue des Champions de deux ans. City décide de porter l'affaire devant le TAS (Tribunal arbitral du sport) qui, en juillet 2020, lui donne raison et annule l'interdiction et réduit l'amende à dix millions.

S.VDV